N°07 2021

LES NOTES DE POLITIQUE DU CRES

Effets distributifs de la taxation des produits du tabac dans les pays de la CEDEAO.

Papa Yona Boubacar MANE | Abdoulaye DIAGNE | Kodjovi AMAVI

Introduction

Les produits du tabac sont la cause de plus de sept millions de décès par an dans le monde (WHO, 2017). La fiscalité est considérée comme le moyen le plus efficace pour en réduire la consommation. Lorsque les augmentations de taxes sont répercutées sur les prix, cela peut induire l'arrêt de la consommation, la diminution des quantités consommées ou décourager le tabagisme des jeunes. Beaucoup de gouvernements hésitent à augmenter les taxes sur le tabac du fait que les pauvres peuvent allouer un pourcentage plus élevé de leur revenu à l'achat des produits du tabac, ou bien que les revenus générés par la hausse des taxes proviendront davantage des pauvres que des non-pauvres. Si l'on considère que la non hausse des taxes maintient les prix du tabac à un bas niveau qui incite les fumeurs pauvres à consommer davantage augmentant ainsi leurs dépenses en tabac et en santé, l'impact net du tabagisme sur les groupes de ménages à faibles revenus demeure flou. C'est dans le but d'apporter des éclairages sur les effets économiques nets du tabagisme sur les ménages pauvres que le CRES a mené une recherche intitulée « Effets distributifs de la taxation des produits du tabac dans les pays de la CEDEAO ». Les applications sont faites sur les données du Burkina Faso, du Ghana, du Sénégal, de la Sierra Leone et du Togo.

Méthodologie

La méthodologie utilisée pour mesurer les effets redistributifs de la taxation du tabac sur le revenu des ménages est appelée Analyse coût-bénéfice étendue. Elle part de l'idée que, lorsque le prix des cigarettes augmente, trois catégories d'impacts peuvent être observées sur le ménage :
(1) la part du budget qu'il alloue à la consommation des produits du tabac va augmenter,
(2) ses dépenses médicales peuvent diminuer et,
(3) ses revenus peuvent augmenter parce que les années de vie perdues de façon prématurée sont épargnées. L'effet agrégé de la politique de taxation de la cigarette sur les ménages est donnée par la relation suivante :

Effet total= Variation des dépenses en tabac + Variation des dépenses de santé + Variation du revenu perdu

L'élément clé de l'évaluation des effets redistributifs de la taxe sur le tabac est l'élasticité-prix de la demande qui traduit la variation de la demande de tabac à la suite d'une augmentation du prix du tabac. Elle est estimée à partir du modèle de la demande séquentielle de Heckman. Les effets de la taxation sont estimés sous l'hypothèse que les augmentations de taxes se traduisent par une augmentation des prix. Il est alors supposé que les augmentations de taxes induisent une augmentation de 50 % des prix. Les données utilisées proviennent principalement des enquêtes budget consommation des ménages et des enquêtes démographiques et de santé (EDS). Les autres sources sont le Global Burden of Disease (GBD) et la littérature sur les évaluations des coûts des maladies liées au tabac.

Résultats

- Elasticité du prix de la demande du tabac

Les élasticités-prix de la demande de cigarettes montrent que, quel que soit le groupe de revenu, la hausse des prix entraine une réduction de la consommation de tabac. En moyenne, une hausse de 10 % des prix entraine une baisse de la demande de 6,17 %. Pour les ménages du décile le plus pauvre, lorsque le prix augmente de 10 %, la demande de cigarettes baisse de 9,42 %.

Tableau 1 : Elasticité-prix de la demande de cigarettes par décile de revenu[1]

	Elasticité
Moyenne	-0,617
Décile 1 (Les plus pauvres)	-0,942
Décile 2	-0,914
Décile 3	-0,689
Décile 4	-0,770
Décile 5	-0,651
Décile 6	-0,647
Décile 7	-0,553
Décile 8	-0,473
Décile 9	-0,406
Décile 10 (Les plus riches)	-0,301

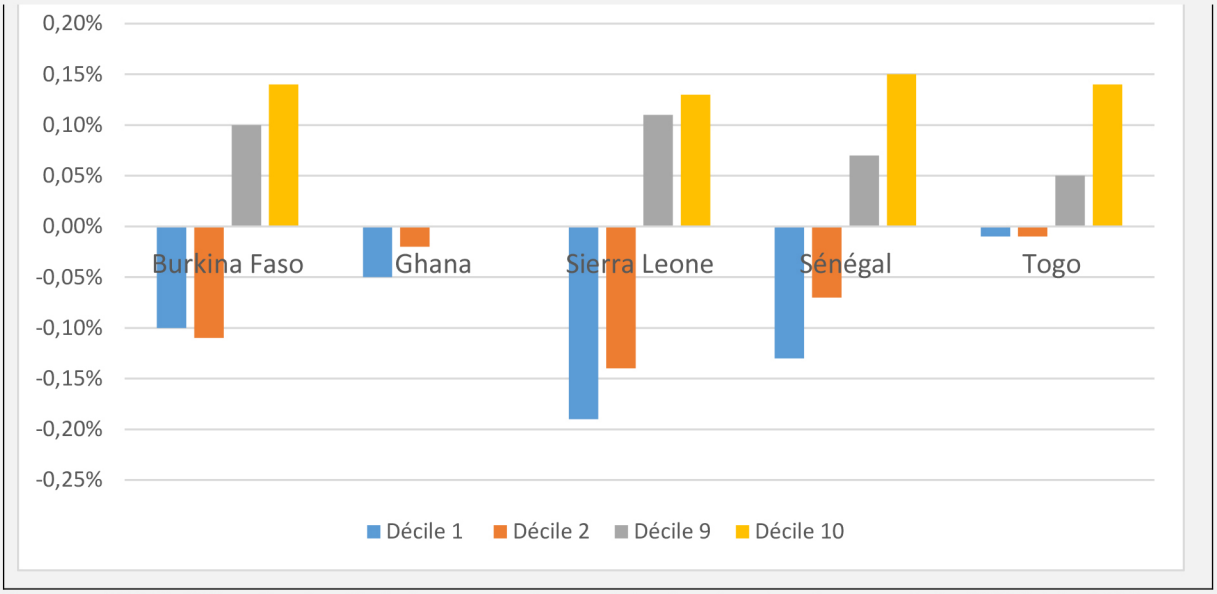
Source : CRES, Effets distributifs de la taxation des produits du tabac dans les pays de la CEDEAO, 2020.

- Elasticité du prix de la demande du tabac

Pour ce qui est des effets de l'augmentation des taxes sur la consommation de cigarette, les deux déciles de revenus les plus pauvres connaissent une diminution de leurs dépenses, suite à la hausse des prix. En Sierra Leone, une augmentation des prix de 50 % entraine une baisse observée de près de 0,2 % du budget de consommation de tabac des ménages du premier décile.

[1] Si on ordonne une distribution de revenus des ménages, les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties d'effectifs égaux. Le premier décile est le salaire au-dessous duquel se situent 10 % des revenus, le neuvième décile est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des revenus.

Graphique 1 : Effet d'une hausse des prix de 50% sur les dépenses en cigarettes

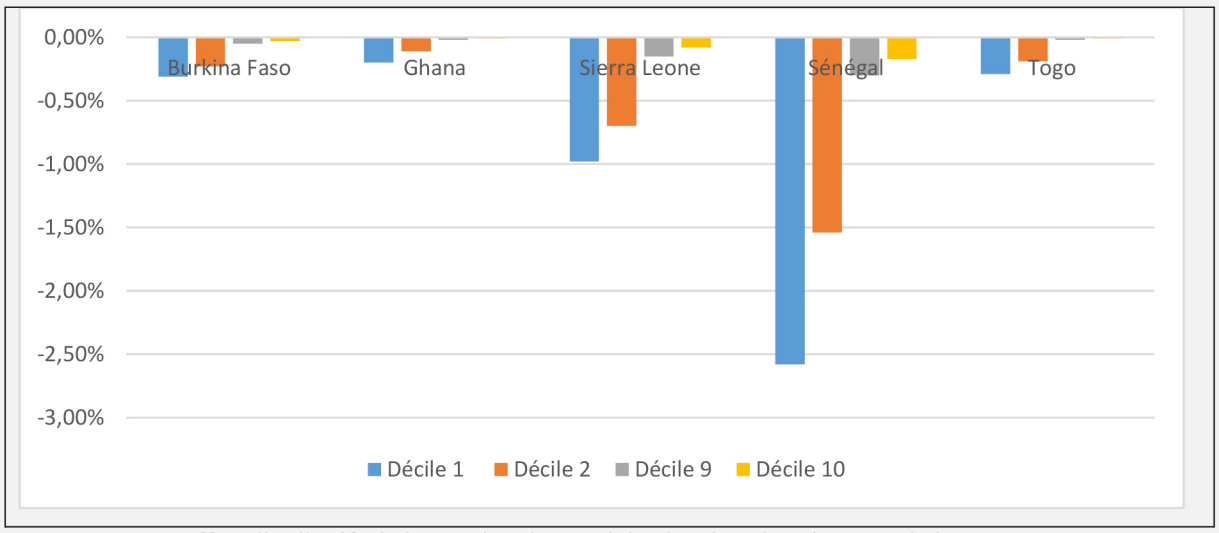


Source : CRES, Effets distributifs de la taxation des produits du tabac dans les pays de la CEDEAO, 2020.

- Effet des hausses de prix sur les dépenses de santé

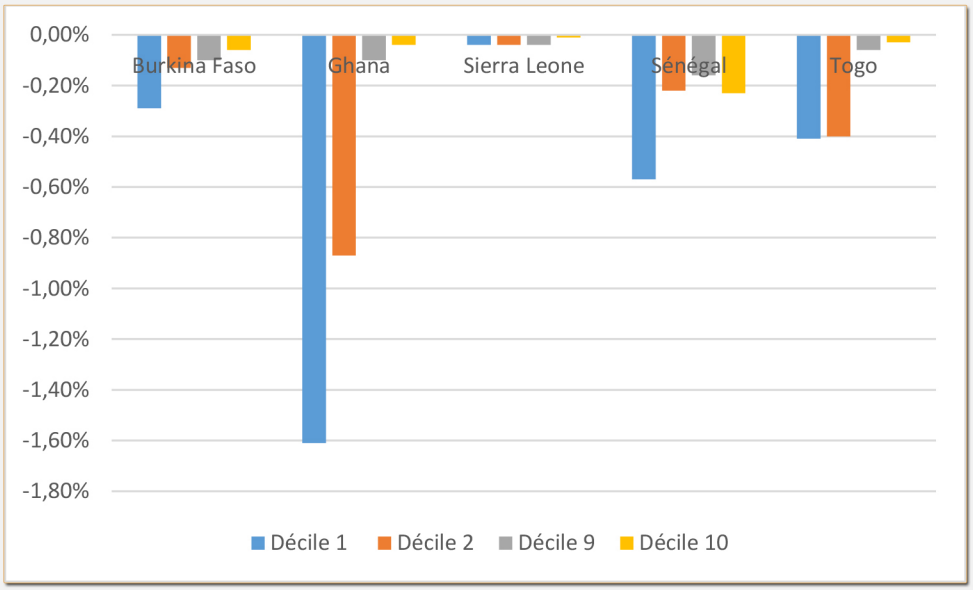
En termes de réduction des dépenses en soins induites par des maladies liées au tabac, les effets sont quasiment ressentis, quels que soient le pays et le décile de revenu (Graphique 2). Par ailleurs, les résultats prouvent aussi que ce sont les plus pauvres qui bénéficient davantage d'une réduction de parts de dépenses consacrées aux soins des maladies liées au tabac. Au Sénégal, les ménages affichent une réduction plus importante, allant jusqu'à 2,58 % pour le décile le plus pauvre.

Graphique 2 : Effet des hausses de prix sur les dépenses de santé



Source : CRES, Effets distributifs de la taxation des produits du tabac dans les pays de la CEDEAO, 2020.

Les années de vie perdues du fait d'une maladie liée au tabac occasionnent une perte de revenu pour les ménages concernés. Tous les groupes de revenus ont subi ces pertes. Leurs effets sont plus importants pour les déciles de revenus les plus faibles. Une analyse comparative des pays montre que les ménages, au Ghana, bénéficient plus des effets de hausse de prix sur les pertes de revenus.



Sources : CRES, Effets distributifs de la taxation des produits du tabac dans les pays de la CEDEAO, 2020.

Recommandations

Trois principales recommandations peuvent être formulées à partir des résultats obtenus :

(1) les gouvernements des pays de la CEDEAO doivent augmenter les prix des cigarettes pour faire baisser leur consommation ;

(2) ils doivent également utiliser les hausses de prix pour protéger les ménages, surtout les plus vulnérables contre les conséquences du tabagisme ;

(3) les simulations étant faites sur la base de 50 % d'augmentation des prix, les hausses de taxes doivent être importantes pour avoir des effets significatifs sur les ménages.

Le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) a subventionné le Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES) pour mener, en collaboration avec REEP, cette étude dans le cadre du projet « Réformes fiscales sur le tabac pour la santé et le développement économique en Afrique subsaharienne ».

www.cres-sn.org
Cité Iba Ndiaye Diadji, n° 1 & 2, Pyrotechnie, près du collège
Sacré coeur, Rue 10 prolongée - Dakar
Phone: (221) 33 864 77 57
E-mail: contact@cres-sn.org